

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETE
ET DE LA LEGALITE
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

DCL/BRENU/2019-17-1

FAYENCERIE DE DIGOIN
28, rue de la Faïencerie
71160 DIGOIN

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-3, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 autorisant la SA FAYENCERIES DE SARREGUEMINES-DIGOIN-VITRY-LE-FRANÇOIS à exploiter des installations de production d'articles ménagers en céramiques sur le territoire de la commune de DIGOIN ;

VU la déclaration de la société « FAYENCERIE DE DIGOIN » en date du 13 janvier 2016 demandant le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication d'articles ménagers en céramique exploitée par la société SARREGUEMINES VAISSELLE sur le territoire de la commune de DIGOIN ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré à la société « FAYENCERIE DE DIGOIN » par le préfet de Saône-et-Loire en date du 17 février 2016 ;

VU le rapport APAVE, référencé n° 10178795-001-1 du 6 novembre 2018 relatif au contrôle inopiné des effluents générés par la société « FAYENCERIE DE DIGOIN » réalisé en date des 26 et 27 septembre 2018 ;

VU le courriel de l'exploitant du 3 septembre 2018 – 14h53 informant l'inspection : « *d'un risque concernant la maîtrise de la boucle fermée à l'émaillage* » et transmettant un certain nombre de pièces justificatives de la situation ;

VU le courriel de l'inspection du 13 septembre/2018 – 18h20 demandant à l'exploitant de transmettre sous 15 jours un rapport d'incident concernant le défaut de maîtrise de la boucle d'émaillage ;

VU le rapport du 3 décembre 2018 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 3 décembre 2018 dans le respect des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations formulées par l'exploitant sur ce projet par courrier en date du 21 décembre 2018 ;

CONSIDÉRANT l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé qui précise :
« [...] Les effluents proviennent des filtres presses et des différents lavages (broyeurs, cuves, sols, machines, refroidissement des compresseurs) » ;

CONSIDÉRANT que « *la boucle fermée à l'émaillage* » est une installation de production fonctionnant en circuit fermé qui n'est pas identifiée comme susceptible de générer des effluents au sens de l'article 3.2 pré-cité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a identifié des liaisons entre les réseaux de « la boucle fermée à l'émaillage » et la station de traitement par lesquelles des fractions liquides peuvent avoir cheminé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un : « risque concernant la maîtrise de la boucle fermée à l'émaillage » ;

CONSIDÉRANT que la boucle fermée à l'émaillage a fait l'objet de travaux de maintenance, notamment le remplacement d'une vanne défectueuse et d'un nettoyage complet selon les informations communiquées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'installation est située dans la « zone d'émaillage avec circuit fermé » identifiée par l'exploitant comme un secteur où peuvent être utilisés et manipulés des produits susceptibles de contenir du plomb ;

CONSIDÉRANT que le contrôle inopiné des effluents aqueux « bruts » (*fosse générale*) et « traités » (*rejet final au milieu naturel*) générés par la « FAYENCERIE de DIGOIN » a démontré la présence de plomb ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît que le défaut de maîtrise de la boucle fermée à l'émaillage a pu générer une fraction liquide contenant du plomb susceptible d'avoir contaminé les effluents régulièrement autorisés ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas établi et communiqué à l'inspection des installations classées la date à laquelle est survenu le dysfonctionnement (*organe de robinetterie défectueux*) susceptible d'avoir impacté les caractéristiques des effluents réguliers ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions l'exploitant doit retirer, à défaut neutraliser, par des dispositions techniques efficaces, les liaisons pouvant être observées entre la boucle fermée à l'émaillage et les ouvrages de collecte et d'épuration susceptibles d'offrir une voie de transfert à des effluents non autorisés vers le milieu naturel,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions l'exploitant doit garantir que les dispositions retenues seront efficaces, facilement identifiables, localisables (*plan détaillé des réseaux localisant les dispositifs et ouvrages de toutes sortes*) et pérennes dans le temps (*mise en place d'un programme de suivi et d'entretien*) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 3.1-§3 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé qui prévoient que : « toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux » ;

CONSIDÉRANT que les résultats du contrôle inopiné effectué sur les effluents « bruts » et « traités », présentés dans le rapport de l'APAVE susvisé, mettent en évidence la présence de plomb à des concentrations notables dans l'effluent « brut » et plus modérées dans l'effluent « traité » (*rejet final*) ;

CONSIDÉRANT que le plomb et ses composés constituent des substances susceptibles de générer une pollution des eaux ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques de l'effluent « brut » ne permettent pas d'écarter tout risque de pollution des eaux en cas de déversement accidentel (*ex. : dysfonctionnement de la station de traitement*) ;

CONSIDÉRANT que l'abattement des concentrations de plomb, semblant être opéré par la station de traitement, induit que le plomb et ses composés sont alors susceptibles de se retrouver dans les boues résultant des opérations de traitement (*coagulation, floculation et décantation*) ;

CONSIDÉRANT que la fosse de réception des effluents « bruts » et les boues de décantation de l'unité de traitement constituent des « sources de plomb » pouvant être à l'origine d'une pollution des eaux en cas de déversement accidentel ;

CONSIDÉRANT que le maintien de ces « sources de plomb » sur le site ne permet pas d'affirmer que : « toutes les dispositions pour éviter un déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux » ont été prises par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant supprime ces sources en procédant à leur retrait et à leur élimination dans une filière autorisée à les recevoir et à les traiter ;

CONSIDÉRANT alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 du même code, n'est pas démontrée ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, notamment en mettant en demeure l'exploitant de remédier à ces situations ;

CONSIDÉRANT les observations de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L. 171-6 du code susvisé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société « FAYENCERIE DE DIGOIN » SAS dont le siège social est situé au 28, rue de la Faïencerie – 71160 DIGOIN, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

I – Dans un délai d'un mois (1 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de supprimer tout risque de déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux en procédant notamment :
 - au curage et au nettoyage complet de la fosse de réception des effluents « bruts » en procédant à l'élimination de son contenu auprès de filières autorisées ;
 - au curage et au nettoyage complet du décanteur utilisé dans le cadre des opérations de traitement des effluents autorisés en procédant à l'élimination de son contenu auprès de filières autorisées ;

II – Dans un délai de trois mois (3 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de transmettre les justificatifs propres aux opérations de curage, de nettoyage et d'élimination des fractions liquides et des boues (*bordereaux de suivi des déchets dangereux*) récupérées au droit de la fosse de réception des effluents « bruts » et du « décanteur » équipant la station de traitement ;
- de garantir la maîtrise des voies de transfert potentielles (*ex. : réseaux de tuyauteries, canalisations, fossés...*) où des fractions liquides non souhaitées (*i.e effluents liquides non autorisés*) sont susceptibles de cheminer entre « la boucle fermée à l'émaillage » et les dispositifs utilisés pour le traitement des effluents réguliers (*fosse de réception des effluents bruts, station de traitement*) en procédant notamment :
 - au retrait ou à la neutralisation définitive des liaisons non nécessaires (*tuyauteries, canalisations, canaux, fossés...*) où peuvent cheminer des fractions liquides, n'entrant pas dans le champ des effluents autorisés, jusqu'aux installations de collecte et de traitement des effluents générés dans le cadre d'un fonctionnement normal du site ;
 - à la maîtrise des liaisons existantes, utiles dans le cadre du fonctionnement normal du site, où des risques de déversement, directs ou indirects vers le milieu naturel, peuvent exister en l'absence de dispositions techniques efficaces, entretenues et dont le fonctionnement est régulièrement contrôlé ;
 - à la mise à jour du plan des réseaux du site au regard des actions menées.
- de vérifier l'efficacité des mesures prises en procédant au contrôle qualitatif et quantitatif du paramètre « plomb et ses composés » (*code SANDRE : 1382*) au droit de la fosse de réception des effluents « bruts ».

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

ARTICLE 3 – MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DIGOIN et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de DIGOIN pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de DIGOIN.
- une copie du présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, la sous-préfète de Charolles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de DIGOIN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 17 JAN. 2019

Le préfet



Jérôme GUTTON